CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 76.341/2
du 6 juin 2024

sur

un avant-projet de loi
'établissant et organisant
la plateforme TRIO'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 76.341/2
van 6 juni 2024

over

een voorontwerp van wet
'houdende de oprichting en
de organisatie van
het TRIO-platform'

‡LW-BBGYQDJAJ-HGDEBVT‡

Le 30 avril 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'établissant et organisant la plateforme TRIO'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 29 mai 2024. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Laurence VANCRAYEBECK, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Philippe DE BRUYCKER, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Ambre VASSART, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 juin 2024.

*

Op 30 april 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende de oprichting en de organisatie van het TRIO-platform'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 29 mei 2024. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Laurence VANCRAYEBECK, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Philippe DE BRUYCKER, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Ambre VASSART, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 juni 2024.

*

‡LW-BBGYQDJAJ-HGDEBVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il ressort des explications de la déléguée du Ministre que l'avis de l'Autorité de protection des données n'a pas encore été transmis à l'auteur de l'avant-projet.

S'agissant d'une formalité préalable obligatoire, il est rappelé que l'avant-projet ne pourra être adopté qu'à l'issue de la réception de l'avis sollicité.

Il y a lieu d'insister à cet égard sur le fait que la consultation de l'Autorité de protection des données parallèlement à la saisine de la section de législation n'est pas à recommander, particulièrement dans l'hypothèse où la demande d'avis porte sur la création d'une banque de données. Ainsi que cela a déjà été observé à de nombreuses reprises, afin d'éviter que la section de législation donne un avis sur un avant-projet non définitif au stade de sa saisine, il est recommandé de ne lui soumettre cet avant-projet qu'à l'issue des différentes étapes de sa préparation administrative, en ce compris la consultation de l'Autorité de protection des données [1].

Quoi qu'il en soit, si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

‡ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] Voir notamment les avis suivants : avis 67.849/2/V donné le 2 septembre 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal du 23 septembre 2020 'modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO' ; avis 71.198/2 donné le 12 avril 2022 sur un projet devenu l'arrêté royal du 6 juin 2022 'modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO' ; avis 71.258/2 donné le 4 mai 2022 sur un avant-projet devenu la loi du 16 octobre 2022 'visant la création du Registre central pour les décisions de l'ordre judiciaire et relative à la publication des jugements, tenant des assouplissements temporaires concernant la signature électronique par des membres ou entités de l'ordre judiciaire, et modifiant la procédure d'assises relative à la récusation des jurés' (*Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, n° 55-2754/001, pp. 68-88) ; avis 72.196/2 donné le 26 octobre 2022 sur un avant-projet devenu la loi du 28 mars 2023 'portant diverses modifications en matière électorale (I)' (*Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3085/001, pp. 105-116) ; avis 73.507/2 donné le 5 juin 2023 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté française du 20 juillet 2023 'relatif à la numérisation et à l'opérationnalisation des procédures de maintien exceptionnel applicables durant le parcours de l'élève dans le tronc commun' (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2022-2023, n° 567/1, pp. 234-252).

‡LW-BBGYQDJAJ-HGDEBVT‡

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 2

Le 14° définit ce qu'il y a lieu d'entendre par « personne en incapacité de travail ». Le *littera* c) vise plus particulièrement la personne qui se trouve ou s'est trouvée dans la situation dans laquelle « l'exécution de la relation normale de travail avec l'employeur par l'intéressé n'est pas possible suite à l'incapacité de travail ».

Il va de soi que cette catégorie ne peut avoir pour effet d'élargir le champ d'application des personnes concernées par le traitement de données à caractère personnel au-delà des hypothèses qu'entend couvrir le texte en projet et qui sont plus précisément décrites à l'article 5 de celui-ci.

L'exposé des motifs sera utilement complété sur ce point.

Article 4

1. Le paragraphe 2 indique les différentes missions qui incomberont à l'organe de pilotage de la plateforme TRIO. Le 1° précise que l'une des missions consiste dans le fait de « gérer la plateforme TRIO ».

Conformément à l'article 9, paragraphes 1 et 2, h), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : le « RGPD »), le traitement de données à caractère personnel concernant la santé est en principe interdit. Il peut toutefois être dérogé à cette interdiction lorsque

> « [l]e traitement est nécessaire aux fins de la médecine préventive ou de la médecine du travail, de l'appréciation de la capacité de travail du travailleur, de diagnostics médicaux, de la prise en charge sanitaire ou sociale, ou de la gestion des systèmes et des services de soins de santé ou de protection sociale sur la base du droit de l'Union, du droit d'un État membre ou en vertu d'un contrat conclu avec un professionnel de la santé et soumis aux conditions et garanties visées au paragraphe 3 ».

L'article 9, paragraphe 3, du RGPD prévoit quant à lui :

> « Les données à caractère personnel visées au paragraphe 1 peuvent faire l'objet d'un traitement aux fins prévues au paragraphe 2, point h), si ces données sont traitées par un professionnel de la santé soumis à une obligation de secret professionnel conformément au droit de l'Union, au droit d'un État membre ou aux règles arrêtées par les organismes nationaux compétents, ou sous sa responsabilité, ou par une autre personne également soumise à une obligation de secret conformément au droit de l'Union ou au droit d'un État membre ou aux règles arrêtées par les organismes nationaux compétents ».

‡LW-BBGYQDJAJ-HGDEBVT‡

Dès lors, il sera utilement précisé en quoi consiste la gestion précitée s'agissant d'une plateforme digitale. En effet, la question se pose, compte tenu de ce qui précède, de savoir si, dans le cadre de cette gestion, les membres du Comité de pilotage disposeront ou non d'un accès aux données à caractère personnel qui composent la plateforme en sus des personnes visées à l'article 5, § 2, en projet.

2. Selon le paragraphe 2, 6°, l'organe de pilotage est chargé de « conclure des accords en ce qui concerne les services requis pour la gestion de la plateforme TRIO ». La portée de cette mission n'est pas très claire. Si l'intention est de permettre à l'organe de gestion de conclure des « accords » ayant vocation à produire des effets juridiques, il y a lieu de relever que l'absence de personnalité juridique de l'organe de gestion fait toutefois obstacle à ce que ce dernier soit chargé directement de procéder lui-même aux démarches nécessaires [2]. La plateforme étant créée au sein de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, c'est celui-ci qui devrait être chargé de conclure de tels accords, ou à tout le moins devrait-il être précisé que l'organe de gestion intervient dans ce cadre « au nom de l'Institut national de maladie-invalidité ».

L'article 4, § 2, 6°, sera revu en conséquence.

3. Le paragraphe 2, 8°, habilite l'organe de pilotage à établir un règlement d'ordre intérieur dans lequel sont entre autres fixées les règles pour le remplacement des membres.

Dans son avis 52.675/VR donné le 5 février 2013, la section de législation du Conseil d'État a observé ce qui suit :

> « À cet égard, il y a lieu de rappeler que l'attribution d'un pouvoir réglementaire à un organisme public n'est en principe pas conforme aux principes généraux de droit public en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et qu'un contrôle parlementaire direct fait défaut. En outre, les garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par la section de législation du Conseil d'État, sont absentes. Pareilles délégations ne se justifient dès lors que pour des raisons pratiques et dans la mesure où elles ont une portée très limitée ou principalement technique et où il peut être considéré que les organismes qui doivent appliquer la réglementation concernée ou la contrôler sont également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause.
>
> En l'occurrence, on peut cependant admettre que le conseil d'administration interfédéral est le mieux placé pour établir son règlement d'ordre intérieur. Pour être conforme aux principes rappelés ci-dessus, cette compétence ne peut toutefois viser que l'organisation interne du conseil d'administration interfédéral. Le règlement d'ordre intérieur ne peut notamment pas comporter des dispositions qui accordent des droits ou imposent des obligations à des tiers, par exemple à des personnes qui s'adressent au Centre interfédéral. Ces dispositions doivent en outre avoir une portée très limitée ou essentiellement technique » [3].

[2] Voir l'avis de l'Inspecteur des Finances du 21 février 2024.

[3] Avis 52.675/VR donné le 5 février 2013 sur un avant-projet devenu la loi du 19 janvier 2014 'portant assentiment à l'accord de coopération du 12 juin 2013 visant à créer un Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations' (*Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-2137/1, pp. 25-43).

‡LW-BBGYQDJAJ-HGDEBVT‡

Compte tenu de la légisprudence ainsi rappelée, il va de soi que le règlement d'ordre intérieur que l'organe de pilotage est habilité à établir ne peut donc viser que l'organisation interne du conseil et contenir des règles qui ont une portée limitée ou essentiellement technique.

C'est dans cette lecture que l'habilitation peut être considérée comme admissible.

Article 5

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il est prévu que l'échange d'informations sur la plateforme TRIO se fait avec l'accord de la personne en incapacité de travail.

Le commentaire de la disposition précise ce qui suit :

> « Il est important de noter que cet échange électronique de données n'est possible qu'avec le consentement de la personne en incapacité de travail. Conformément à l'article 15 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), la personne en incapacité de travail a évidemment le droit d'obtenir du responsable du traitement la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, d'obtenir un accès auxdites données à caractère personnel ».

Il ressort par ailleurs des éléments du dossier ce qui suit :

> « Concernant le consentement (première question), le Service précise que cela sera consigné dans la plate-forme elle-même. Cela signifie que c'est l'acteur qui démarre le trajet et qui crée le dossier de l'assuré social qui enregistrera dans la plate-forme que l'assuré social a donné son consentement. Il sera également possible d'enregistrer, sur la plate-forme, le retrait du consentement par l'assuré. Concernant le droit de consultation de l'assuré social, le Service confirme que les assurés sociaux (et les employeurs) n'auront pas accès à la plate-forme d'échange (hors scope) mais que les assurés sociaux pourront, comme le prévoit de manière générale le Règlement Général sur la Protection des Données, solliciter et obtenir les données concernant l'échange d'informations les concernant » [4].

Compte tenu de l'intention ainsi exprimée, il y a lieu de prévoir la manière dont ce consentement (ou son éventuel retrait) sera formalisé en manière telle qu'il compte parmi les données qui figureront sur la plate-forme TRIO.

Le dispositif sera complété en ce sens.

[4] Procès-verbal du Comité de gestion de l'assurance indemnité des travailleurs salariés n° 2023/11 du 24 janvier 2024, p. 5.

‡LW-BBGYQDJAJ-HGDEBVT‡

Article 6

À l'alinéa 2, 2°, c), il sera fait référence au paragraphe 4 de l'article I.4-73 du Code du bien-être au travail.

*

‡LW-BBGYQDJAJ-HGDEBVT‡

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister volgt dat het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit nog niet aan de steller van het voorontwerp bezorgd is.

Aangezien het om een verplicht voorafgaand vormvereiste gaat, wordt eraan herinnerd dat het voorontwerp pas aangenomen zal kunnen worden na ontvangst van het gevraagde advies.

In dat verband dient de nadruk gelegd te worden op het feit dat het raadplegen van de Gegevensbeschermingsautoriteit tegelijk met het adiëren van de afdeling Wetgeving niet raadzaam is, in het bijzonder in het geval de adviesaanvraag betrekking heeft op de oprichting van een gegevensbank. Zoals al meermalen is opgemerkt, is het raadzaam een voorontwerp pas na het doorlopen van alle achtereenvolgende stadia van de administratieve voorbereiding, waaronder ook de raadpleging van de Gegevensbeschermingsautoriteit, aan de afdeling Wetgeving voor te leggen, om te voorkomen dat deze een advies geeft over een voorontwerp dat op dat moment nog niet definitief is.[1]

Hoe dan ook, indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'.

---

‡ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[1] Zie inzonderheid de volgende adviezen: advies 67.849/2/V van 2 september 2020 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 23 september 2020 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register'; advies 71.198/2 van 12 april 2022 over een ontwerp dat geleid heeft tot koninklijk besluit van 6 juni 2022 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register'; advies 71.258/2 van 4 mei 2022 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 16 oktober 2022 'tot oprichting van het Centraal register voor de beslissingen van de rechterlijke orde en betreffende de bekendmaking van de vonnissen, houdende tijdelijke versoepelingen betreffende de elektronische ondertekening door leden of entiteiten van de rechterlijke orde en tot wijziging van de assisenprocedure betreffende de wraking van de gezworenen' (*Parl.St.* Kamer, 2021-22, nr. 55-2754/001, 68-88); advies 72.196/2 van 26 oktober 2022 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 28 maart 2023 'houdende diverse wijzigingen inzake verkiezingen (I)' (*Parl.St.* Kamer, 2022-23, nr. 55-3085/001, 105-116); advies 73.507/2 van 5 juni 2023 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juli 2023 'betreffende de digitalisering en operationalisering van de procedures voor uitzonderlijk zittenblijven die van toepassing zijn tijdens het traject van de leerling in de gemeenschappelijke kern' (*Parl.St.* Fr.Parl., 2022-23, nr. 567/1, 234-252).

‡LW-BBGYQDJAJ-HGDEBVT‡

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 2

In punt 14° wordt een definitie gegeven van wat verstaan dient te worden onder "arbeidsongeschikte persoon". In *littera* c) wordt meer in het bijzonder de persoon beoogd die zich in de situatie bevindt of bevonden heeft waarin "de uitvoering van de normale arbeidsrelatie met de werkgever door betrokkene (…) wegens arbeidsongeschiktheid niet mogelijk [is]".

Het spreekt voor zich dat die categorie niet tot gevolg mag hebben dat het toepassingsgebied inzake de personen van wie de persoonsgegevens verwerkt worden, verder reikt dan de gevallen die de ontworpen tekst behelst en die meer bepaald omschreven zijn in artikel 5 ervan.

Het verdient aanbeveling de memorie van toelichting dienaangaande naar behoren aan te vullen.

Artikel 4

1. In paragraaf 2 worden de verschillende opdrachten opgegeven in hoofde van het stuurorgaan van het TRIO-platform. In punt 1° staat dat een van de opdrachten erin bestaat "het TRIO-platform [te] beheren".

Overeenkomstig artikel 9, leden 1 en 2, h), van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)' (hierna: "AVG"), is de verwerking van persoonsgegevens inzake gezondheid in beginsel verboden. Er mag evenwel van dat verbod afgeweken worden indien:

> "de verwerking (…) noodzakelijk [is] voor doeleinden van preventieve of arbeidsgeneeskunde, voor de beoordeling van de arbeidsgeschiktheid van de werknemer, medische diagnosen, het verstrekken van gezondheidszorg of sociale diensten of behandelingen dan wel het beheren van gezondheidszorgstelsels en -diensten of sociale stelsels en diensten, op grond van Unierecht of lidstatelijk recht, of uit hoofde van een overeenkomst met een gezondheidswerker en behoudens de in lid 3 genoemde voorwaarden en waarborgen;".

Artikel 9, lid 3, van de AVG bepaalt:

> "De in lid 1 bedoelde persoonsgegevens mogen worden verwerkt voor de in lid 2, punt h), genoemde doeleinden wanneer die gegevens worden verwerkt door of onder de verantwoordelijkheid van een beroepsbeoefenaar die krachtens Unierecht of lidstatelijk recht of krachtens door nationale bevoegde instanties vastgestelde regels aan het beroepsgeheim is gebonden, of door een andere persoon die eveneens krachtens Unierecht of lidstatelijk recht of krachtens door nationale bevoegde instanties vastgestelde regels tot geheimhouding is gehouden."

‡LW-BBGYQDJAJ-HGDEBVT‡

Het verdient dan ook aanbeveling te preciseren wat het voornoemde beheer, met betrekking tot een digitaal platform, inhoudt. Gelet op het voorgaande rijst immers de vraag of, in het kader van dat beheer, de leden van het stuurorgaan al dan niet toegang zullen hebben tot de persoonsgegevens die het platform bevat benevens die van de in het ontworpen artikel 5, § 2, beoogde personen.

2. Luidens paragraaf 2, 6°, wordt het stuurorgaan ermee belast "akkoorden [te] sluiten met betrekking tot de diensten die vereist zijn voor het beheer van het TRIO-platform". De draagwijdte van die opdracht is onduidelijk. Als het de bedoeling is het beheersorgaan te machtigen "akkoorden" te sluiten die rechtsgevolgen kunnen hebben, dient erop gewezen te worden dat het feit dat het beheersorgaan geen rechtspersoonlijkheid heeft, er evenwel aan in de weg staat dat het er rechtstreeks mee belast wordt zelf de nodige stappen te ondernemen.[2] Aangezien het platform opgericht wordt binnen het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, is het dat instituut dat belast zou moeten worden met het sluiten van dergelijke akkoorden of er zou op zijn minst moeten gepreciseerd worden dat het beheersorgaan in dat verband optreedt "in naam van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering".

Artikel 4, § 2, 6°, moet dienovereenkomstig herzien worden.

3. Bij paragraaf 2, 8°, wordt het stuurorgaan gemachtigd een huishoudelijk reglement op te stellen waarbij onder meer de regels worden vastgesteld voor de vervanging van de leden.

In advies 52.675/VR van 5 februari 2013 heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State het volgende opgemerkt:

> "In dat verband dient eraan te worden herinnerd dat het verlenen van verordenende bevoegdheid aan een openbare instelling in beginsel niet in overeenstemming is met de algemene publiekrechtelijke beginselen omdat erdoor geraakt wordt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht en een rechtstreekse parlementaire controle ontbreekt. Bovendien ontbreken de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake de bekendmaking en de preventieve controle van de Raad van State, afdeling Wetgeving. Dergelijke delegaties kunnen dan ook enkel worden gebillijkt om praktische redenen en voor zover zij een beperkte of een hoofdzakelijk technische draagwijdte hebben, en er mag van worden uitgegaan dat de instellingen die de betrokken reglementering dienen toe te passen of er toezicht op uitoefenen, ook het best geplaatst zijn om deze met kennis van zaken uit te werken.

[2] Zie het advies van de inspecteur van Financiën van 21 februari 2024.

‡LW-BBGYQDJAJ-HGDEBVT‡

Er kan te dezen wel worden aangenomen dat de interfederale raad van bestuur het best geplaatst is om zijn huishoudelijk reglement vast te stellen. Deze bevoegdheid kan, om in overeenstemming te zijn met de zo-even aangehaalde beginselen, enkel evenwel betrekking hebben op de interne organisatie van de interfederale raad van bestuur. Er kunnen met name geen bepalingen in het huishoudelijk reglement worden opgenomen die rechten verlenen of verplichtingen opleggen aan derden, zoals bijvoorbeeld aan personen die zich tot het interfederaal Centrum wenden. Bovendien moeten deze bepalingen een zeer beperkte of een hoofdzakelijk technische draagwijdte hebben."[3]

Rekening houdend met de aldus in herinnering gebrachte adviespraktijk spreekt het voor zich dat het huishoudelijk reglement dat het stuurorgaan gemachtigd is op te stellen, bijgevolg alleen betrekking mag hebben op de interne organisatie van de raad en alleen regels mag bevatten die een beperkte draagwijdte hebben of die hoofdzakelijk van technische aard zijn.

Aldus geïnterpreteerd mag de machtiging beschouwd worden als toelaatbaar.

Artikel 5

In paragraaf 1, eerste lid, wordt bepaald dat de informatie-uitwisseling op het TRIO-platform gebeurt met toestemming van de arbeidsongeschikte persoon.

In de commentaar bij de bepaling staat het volgende:

"Het is belangrijk om op te merken dat deze elektronische gegevensuitwisseling slechts mogelijk is na de toestemming van de arbeidsongeschikte persoon. Overeenkomstig artikel 15 van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) heeft de arbeidsongeschikte persoon uiteraard het recht om van de verwerkingsverantwoordelijke uitsluitsel te verkrijgen over het al dan niet verwerken van hem betreffende persoonsgegevens en, wanneer dat het geval is, om inzage te verkrijgen van die persoonsgegevens."

Uit de elementen van het dossier volgt voorts het volgende:

"Concernant le consentement (première question), le Service précise que cela sera consigné dans la plate-forme elle-même. Cela signifie que c'est l'acteur qui démarre le trajet et qui crée le dossier de l'assuré social qui enregistrera dans la plate-forme que l'assuré social a donné son consentement. Il sera également possible d'enregistrer, sur la plate-forme, le retrait du consentement par l'assuré. Concernant le droit de consultation de l'assuré social, le Service confirme que les assurés sociaux (et les employeurs) n'auront pas accès à la plate-forme d'échange (hors scope) mais que les assurés sociaux pourront, comme le prévoit de manière générale le Règlement Général sur la Protection des Données, solliciter et obtenir les données concernant l'échange d'informations les concernant."[4]

[3] Advies 52.675/VR van 5 februari 2013 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 19 januari 2014 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 12 juni 2013 tot oprichting van een interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme' (*Parl.St.* Senaat, 2012-13, nr. 5-2137/1, 25-43).

[4] Notulen van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor werknemers, nr. 2023/11 van 24 januari 2024, 5.

‡LW-BBGYQDJAJ-HGDEBVT‡

Gelet op de aldus uitgedrukte intentie dient bepaald te worden op welke wijze die instemming (of de eventuele intrekking ervan) geformaliseerd zal worden zodat ze deel uitmaakt van de gegevens die op het TRIO-platform geplaatst zullen worden.

Het dispositief moet aangevuld worden in die zin.

Artikel 6

In het tweede lid, 2°, c), moet verwezen worden naar paragraaf 4 van artikel I.4-73 van de Codex over het welzijn op het werk.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI Patrick RONVAUX

‡LW-BBGYQDJAJ-HGDEBVT‡